



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240422-lmc1328092-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 23 avril 2024
Date de publication : 23/04/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 22 AVRIL 2024**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3

OBJET DE LA DECISION

N° 24/257

**ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION
D'INVESTISSEMENT AU
CROUS NICE-TOULON POUR
LA REALISATION DE
L'OPERATION "L'ESCARPE"
INSCRITE AU CPER 2021-2027
- VOLET ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR VIE ETUDIANTE -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/257

BUREAU DU 22 AVRIL 2024

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
D'INVESTISSEMENT AU CROUS NICE-TOULON POUR
LA REALISATION DE L'OPERATION "L'ESCARPE"
INSCRITE AU CPER 2021-2027 - VOLET
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR VIE ETUDIANTE -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L2121-22-1, L2311-3 et R2311-9,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°20/07/71 du Conseil Métropolitain du 21 juillet 2020 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Contrat d'avenir Etat-Région en Provence-Alpes-Côte d'Azur 2021-2027 signé le 5 janvier 2021, se fondant sur le Contrat de Plan Etat Région 2021-2027 et le Plan de relance,

VU le protocole d'accord Vie Etudiante signé entre l'Etat et la Région Sud PACA le 12 janvier 2024 qui annule et remplace le protocole du 23 avril 2021,

VU la demande de subvention du CROUS Nice - Toulon du 15 juin 2023 pour la réalisation de l'opération « L'Escarpe » inscrite dans le CPER 2021-2027,

VU la convention attributive d'une subvention d'investissement au CROUS Nice-Toulon pour la réalisation de l'opération « L'Escarpe » inscrite dans le CPER 2021-2027, ci-annexée,

CONSIDERANT que le nouveau protocole Vie Etudiante signé le 12 janvier 2024 a acté l'abandon du projet de Résidence Quartz à Toulon et l'intégration de deux projets de restauration universitaire à Toulon, notamment le projet d'extension du restaurant universitaire dit « L'Escarpe » porté par le CROUS Nice - Toulon,

CONSIDERANT que depuis 2020 et la mise en place du repas à 1€ pour les étudiants boursiers et les étudiants en situation de précarité, les habitudes de consommation des étudiants ont évolué (+28 % de fréquentation dans les restaurants universitaires ; +151% pour les formules de repas à 1 €),

CONSIDERANT que le restaurant l'Escarpe, situé à l'intérieur du bâtiment de l'UFR de droit à Toulon, est le seul point de restauration universitaire de la ville, et que ce point de vente est insuffisant pour répondre aux seuls besoins des étudiants en droit et qu'il ne permet pas non plus de répondre à la demande des étudiants du Bâtiment Pi de la Porte d'Italie,

CONSIDERANT que le CROUS a financé de nombreuses réhabilitations de ses restaurants ces dernières années, et que le projet l'Escarpe, d'une part, se situe dans la continuité de la politique de réhabilitation engagée sur les restaurants universitaires, et d'autre part, permet d'augmenter significativement l'offre de restauration sur le campus Toulon-Porte d'Italie,

CONSIDERANT que l'opération « L'Escarpe » consiste à remettre à niveau les équipements de cuisine vieillissants et énergivores, faciliter le respect des normes HACCP en améliorant les circuits de marché en avant, augmenter le nombre de places assises pour accompagner l'augmentation de la fréquentation (+ 100 places supplémentaires), et permettre l'utilisation de la salle à manger en tiers lieu par les étudiants à partir de 14h30,

CONSIDERANT, dans ce droit fil, que la Métropole a décidé d'apporter, en co-financement de la Région Sud PACA au titre du Contrat de Plan Etat Région 2021-2027, un soutien financier de 200 000 € au CROUS Nice-Toulon pour la réalisation de l'opération « L'Escarpe », inscrit dans le volet « Enseignement Supérieur Vie Etudiante » du CPER 2021-2027,

CONSIDERANT le budget prévisionnel suivant de l'opération « L'Escarpe », portée par le CROUS Nice-Toulon, inscrit dans le CPER 2021-2027, évalué à 755 000 € :

Dépenses en €		Recettes en €	
Prestations intellectuelles	70 000,00	Région Sud PACA	300 000,00
Travaux	315 000,00	Métropole TPM	200 000,00
Mobilier	50 000,00	Autofinancement	255 000,00
Equipements de cuisine	320 000,00		
Coût de l'Opération	755 000,00	Total des recettes	755 000,00

CONSIDERANT que la participation de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à la réalisation de cette opération, arrêtée à 200 000 € ne saurait faire l'objet d'une réévaluation et respectera l'échéancier ci-dessous, établi par le maître d'ouvrage conformément à la programmation prévisionnelle des travaux :

Nature	Durée
Procédures de maîtrise d'œuvre, études et procédures d'appels d'offre travaux	De septembre 2023 à mars 2024
Travaux	A partir du 2 ^{ème} trimestre 2024 jusqu'à fin août 2024

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé ci-dessus.

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER une subvention d'investissement de 200 000 € au CROUS Nice-Toulon pour la réalisation de l'opération « L'Escarpe », inscrite au Contrat de Plan Etat-Région en Provence-Alpes-Côte d'Azur 2021-2027.

ARTICLE 3

D'APPROUVER les termes de la convention attributive d'une subvention d'investissement au CROUS Nice-Toulon pour la réalisation de l'opération « L'Escarpe », ci-annexée, et **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole TPM à la signer.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits sur le Budget Principal 2024, opération 1139, fonction 23, article 204122.

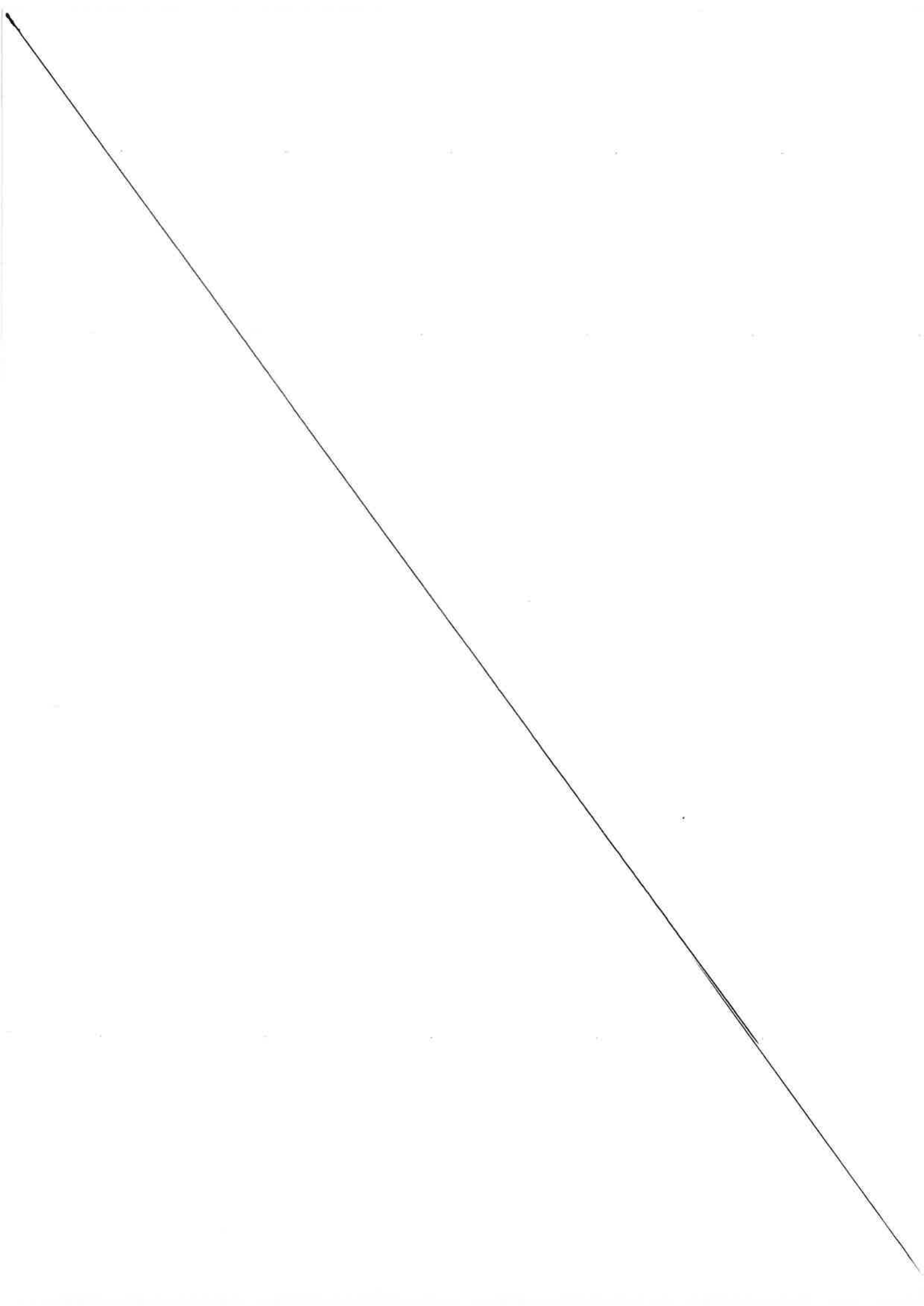
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**CONVENTION ATTRIBUTIVE
D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
AU CROUS NICE-TOULON POUR LA REALISATION
DE L'OPERATION « L'ESCARPE »**

**CONTRAT DE PLAN ETAT REGION 2021-2027 DE LA REGION SUD
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
Volet Enseignement Supérieur Vie Etudiante**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107 bd Henri Fabre, CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN**, agissant en vertu de la Décision N° du Bureau Métropolitain du 22 avril 2022, désignée ci-après le « Métropole TPM »,

ET

Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires Nice-Toulon, domicilié 6 route de Turin, 06300 NICE, représenté par sa Directrice Générale, Madame Mireille BARRAL, dûment habilitée à cet effet, désigné ci-après « CROUS ».

La Métropole TPM et le CROUS sont ci-après individuellement ou collectivement dénommés la ou les « Partie(s) ».

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Les deux départements du ressort du CROUS Nice-Toulon, Alpes Maritimes et Var, sont caractérisés par une forte pression foncière ainsi que par une augmentation de la population étudiante de 10,8% dans le Var et 5,7 % dans les Alpes Maritimes entre 2015/016 et 2020/2021.

Historiquement, les étudiants venaient dans les restaurants universitaires (RU) pour accéder à un repas à tarif social composé d'une entrée, d'un plat et d'un dessert à 3,30 €, prix communs pour tous les étudiants. Ils consommaient dans les cafétérias des produits plus diversifiés permettant au CROUS de générer un chiffre d'affaires plus conséquent.

En terme de fréquentation, depuis 2020 et la mise en place du repas à 1€, au lieu de 3,30 €, pour les étudiants boursiers et les étudiants en situation de précarité, les habitudes de consommation des étudiants ont évolué.

Il est constaté :

- Une hausse nette des fréquentations dans les RU (+ 28% entre 2019 et 2023)
- Une hausse des consommations pour une formule de repas à 1 € dans les cafétérias (+ 151% entre 2019 et 2023) et une diminution très nette du chiffre d'affaires sur les produits diversifiés (- 23% entre 2019 et 2023).

A Toulon, le restaurant l'Escarpe est le seul point de restauration universitaire de la ville. Il est situé à l'intérieur du bâtiment de l'UFR de droit.

Ce point de vente est insuffisant pour répondre aux seuls besoins des étudiants en droit et il ne permet pas non plus de répondre à la demande des étudiants du Bâtiment Pi de la Porte d'Italie.

Ces dernières années, le CROUS a financé de nombreuses réhabilitations de ses restaurants et le projet l'Escarpe se situe dans la continuité de la politique de réhabilitation engagée sur les restaurants universitaires.

Ce projet devra permettre d'offrir un meilleur service aux étudiants et d'améliorer :

- La zone de production,
- La capacité de la salle de restauration (réduire les files d'attente et augmenter le nombre de places assises)
- La polyvalence de la salle de restauration en l'ouvrant à d'autres usages l'après-midi

A travers ce projet, le CROUS vise les enjeux suivants :

- Remettre à niveau les équipements de cuisine vieillissants et énergivores
- Faciliter le respect des normes HACCP en améliorant les circuits de marché en avant
- Augmenter le nombre de places assises pour accompagner l'augmentation de la fréquentation (+ 100 places supplémentaires)
- Permettre l'utilisation de la salle à manger en tiers lieu par les étudiants à partir de 14h30

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2021-2027 de la Région Sud Provence Alpes Côte-d'Azur, le CROUS Nice-Toulon s'engage à réaliser son projet pour un montant prévisionnel subventionnable de 755 000 €.

Ce projet s'inscrit dans le volet Enseignement Supérieur Vie Etudiante du Contrat de Plan Etat Région 2021-2027 de la Région Sud Provence Alpes Côte-d'Azur, suite à la signature du nouveau protocole d'accord Vie Etudiante entre l'Etat et la Région le 12 janvier 2024, actant l'abandon du projet « Résidence Quartz Toulon » et l'intégration de deux projets de restauration universitaire à Toulon, dont l'opération « L'Escarpe ».

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation de la Métropole TPM à la réalisation du projet « L'Escarpe » par le CROUS.

Par la présente convention, le CROUS s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions nécessaires à la réalisation de son projet.

ARTICLE 2 : Financement du projet

En vertu de la décision n° _____ du Bureau Métropolitain du _____, le montant total de la subvention accordée par la Métropole TPM au CROUS pour la réalisation de son projet inscrit dans le CPER 2021-2027 de la Région Sud Provence Alpes Côte-d'Azur, est de **200 000 €**, établi sur une assiette de dépenses subventionnables de 755 000 €, soit un taux de participation de 26,5 %, constituant la limite supérieure de la participation financière de la Métropole au financement du projet « L'Escarpe », et qui ne saurait faire l'objet d'une réévaluation.

Budget prévisionnel de l'opération :

Dépenses en €		Recettes en €	
Prestations intellectuelles	70 000,00	Région Sud PACA	300 000,00
Travaux	315 000,00	Métropole TPM	200 000,00
Mobilier	50 000,00	Autofinancement	255 000,00
Equipements de cuisine	320 000,00		
Coût de l'Opération	755 000,00	Total des recettes	755 000,00

Conformément au protocole d'accord Vie Etudiante du Contrat de Plan Etat Région 2021-2027, signé entre l'Etat et la Région Sud PACA le 12 janvier 2024, la prise en compte des dépenses éligibles s'effectue à compter du 25 février 2021 jusqu'au 31 décembre 2027. La date de démarrage de l'opération « L'Escarpe » est fixée au 21 septembre 2023.

Planning prévisionnel de réalisation de l'opération :

Nature	Durée
Procédures de maîtrise d'œuvre, études et procédures d'appels d'offre travaux	De septembre 2023 à mars 2024
Travaux	A partir du 2 ^{ème} trimestre 2024 jusqu'à fin août 2024

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention et présentation des pièces justificatives

La subvention d'investissement est versée de manière échelonnée et fait l'objet d'acomptes facultatifs versés au prorata des dépenses justifiées et retenues sur production d'un état récapitulatif des dépenses et les recettes auquel est joint un état des factures acquittées.

Le versement du solde se fera sur production du certificat d'achèvement des travaux accompagné d'un état définitif récapitulatif de l'intégralité des dépenses et les recettes, ainsi que l'état définitif des factures acquittées. Le Bénéficiaire devra enfin apporter la preuve de l'apposition du logo métropolitain dans tous ses documents d'information et de communication autour du projet, destinés au public.

Les versements sont effectués à réception des états de dépenses transmis en fonction de l'avancement des travaux et s'établissent de la manière suivante :

- Un premier versement de 140 000 € sera effectué à réception de la convention signée par les parties,
- Un deuxième versement sera effectué dans la limite de 30 000 €, sur présentation d'un état des dépenses certifié attestant d'au moins 50 % de l'exécution des travaux. La demande de versement et les pièces justificatives devront impérativement être transmises avant le 31 octobre 2024, pour un versement en 2024.
- Le solde de 30 000 € sera versé à l'achèvement de l'opération sur production, par le maître d'ouvrage, du procès-verbal de réception des travaux ainsi que du bilan financier définitif de l'opération signé par l'ordonnateur et le comptable.

Toutes les pièces justificatives doivent être datées et signées par le Président ou par la personne dûment habilitée à engager l'organisme, et préciser le nom et la qualité du signataire. Le compte-rendu financier est réglementairement constitué d'un tableau des dépenses et des recettes affectées à la réalisation du projet subventionné. Il fait apparaître les écarts éventuels, exprimés en euros et en pourcentage, constatés entre le budget prévisionnel du projet et les réalisations.

L'état des factures acquittées doit comporter l'objet, le montant HT et TTC, la référence, la date et l'émetteur de la facture ainsi que les modalités de paiement (date, référence et mode de paiement)

Le montant définitif de la subvention sera calculé au prorata du montant des dépenses justifiées et retenues, rapportées au montant subventionnable et dans la limite de la subvention votée, conformément à l'article 2 de la présente convention.

Si les dépenses justifiées et retenues s'avèrent inférieures au montant subventionnable, le montant définitif de la subvention est déterminé au prorata des dépenses justifiées par le bénéficiaire et retenue par la Métropole TPM, rapporté au montant subventionnable dans la limite de la subvention votée.

Dans l'hypothèse où la subvention ainsi recalculée était inférieure aux acomptes versés avant le paiement du solde, un titre de recette sera établi par la Métropole afin d'ajuster le montant de la subvention.

ARTICLE 4 : Suivi et évaluation de l'opération

Le CROUS tiendra informée la Métropole TPM de l'état d'avancement de l'opération. A ce titre, elle s'engage à :

- informer la Métropole TPM à chaque étape de l'opération,
- produire, pendant la durée de la présente convention, ~~des certificats~~ d'avancement de travaux,
- produire à l'achèvement de l'opération, un bilan d'exécution au plan technique et financier HTet TTC et le procès-verbal de réception des travaux,
- informer sans délai la Métropole de tout retard pris dans l'avancement du projet et à en mesurer l'impact.

ARTICLE 5 : Entrée en vigueur de la convention et délai de validité de la subvention

La présente convention entre en vigueur, après signature par les deux parties, à sa notification au CROUS, et reste en vigueur jusqu'à l'exécution définitive de la subvention.

Le CROUS dispose d'un délai de **deux ans** à compter de la date de notification de la présente convention pour réaliser le projet subventionné et transmettre l'ensemble des pièces justificatives.

Si le CROUS constate un retard dans la réalisation du projet subventionné, il peut demander une prorogation du délai de validité de la subvention concernée. Pour cela, il doit adresser à la Métropole TPM une demande argumentée au moins trois mois avant l'expiration du délai de validité de la subvention.

La demande de prorogation fera alors l'objet d'un vote des instances délibérantes de la Métropole TPM, avant l'expiration du délai de validité de la subvention.

ARTICLE 6 : Communication

Le CROUS s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels (information sur le chantier, plaque inaugurale, information et communication autour du projet...) le soutien apporté par la Métropole TPM, en utilisant notamment le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site internet www.metropoletpm.fr.

ARTICLE 7 : Modification de la convention

Les éventuelles modifications, notamment en ce qui concerne la nature des travaux, le planning de réalisation ou encore le plan de financement, feront l'objet d'une révision de la convention par avenant.

Dans l'éventualité où le projet d'avenant est rejeté par l'une ou l'autre des parties, la convention initiale s'applique sauf à être résiliée conformément aux dispositions de l'article 8.

ARTICLE 8 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect des obligations énoncées dans la présente convention, la résiliation de celle-ci pourra être demandée, et notamment en ce qui concerne les hypothèses suivantes :

- non réalisation de l'opération conformément aux objectifs initiaux,
- utilisation des sommes attribuées par la Métropole TPM non conforme à l'objet de la subvention,
- absence d'information suffisante de la Métropole TPM,
- non-respect de l'article 6 relatif à la communication.

En cas de manquement par l'une des parties aux obligations convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

En cas de résiliation par la Métropole TPM, cette résiliation mettra fin à l'aide apportée par la Métropole TPM et donnera lieu au reversement des sommes allouées.

Les deux parties pourront également, d'un commun accord, mettre un terme à la présente convention en déterminant conjointement les modalités de cette résiliation.

ARTICLE 9 : Politique de gestion des données personnelles

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'établissement, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos

droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence Innovation, Enseignement Supérieur et Recherche.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission Innovation, Enseignement Supérieur et Recherche, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 10 : Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du tribunal administratif de Toulon seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 11 : Annexes

Sont annexées à la présente convention :

- La demande de subvention
- La procédure d'expertise des opérations immobilières « Réhabilitation du restaurant l'Escarpe à Toulon »

Les documents annexés font partie intégrante de la présente convention. En cas de contradiction, la convention prévaut sur les documents annexés.

ARTICLE 12 : Caractère exécutoire de la convention

La présente convention ne sera exécutoire qu'après signature par les deux parties et notification à l'Université de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon le

Pour le CROUS Nice-Toulon

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Directrice Générale
Mireille BARRAL

Le Président
Jean-Pierre GIRAN

La Garde, le 15 juin 2023



Le Président de l'Université de Toulon
La Directrice Générale CROUS Nice-Toulon

à

*Direction du Patrimoine et des Services
Techniques
Affaire suivie par : Christine GRUFFAZ
Tél. : 04 94 14 27 59
E-Mail : christine.gruffaz@univ-tln.fr*

Monsieur GIRAN
Président de la Métropole TPM
1074 Boulevard Henie Fabre
83076 TOULON Cedex

Nos réf. : CG/DPST/2023-14

Lettre recommandée avec AR

Objet : Demande de complément de financement aux projets de vie étudiante et restauration : « Terrasses de PI » et « réhabilitation de l'Escarpe » suite à l'abandon du projet « Quartz »

Monsieur le Président,

Le comité territorial du Var en date du 8 février 2023 a acté l'abandon du projet de logements étudiants « Quartz » inscrit au protocole « vie étudiante » du contrat d'avenir 2021-2027 et affirmé la possibilité de réallouer les subventions accordées à un projet vie étudiante sur le département du Var.

L'offre en restauration à tarif social est très nettement insuffisante à Toulon et l'unique restaurant « Escarpe » du centre-ville toulonnais ne suffit pas aux 3 500 étudiants présents qui cherchent à déjeuner dans le secteur.

Deux projets sont actuellement étudiés.

L'université de Toulon porte avec le CROUS Nice-Toulon un projet de création d'espace de vie étudiante et de restauration au sein du bâtiment Pi (campus universitaire Porte d'Italie).

Ce projet permettra également d'accueillir les étudiants dans un lieu convivial. Il s'agit en effet de créer sur une terrasse du bâtiment une extension de 142 m2 pour aménager une cafétéria – tiers, lieu pouvant accueillir plus de 160 étudiants.

Les études sont très avancées, les marchés de travaux pourraient être publiés prochainement, dès lors que le plan de financement serait bouclé.

Le plan de financement actuel est indiqué ci-dessous :

	Montants
Coût total	1 190 000 €
Financements acquis :	
Autofinancement	200 000 €
CVEC	150 000 €
Etat (hors CPER)	150 000 €
Région	-
Département	-
Métropole	150 000 €
Reste à financer	540 000 €

Le second projet, porté uniquement par le CROUS, concerne la réhabilitation et l'agrandissement du restaurant de l'Escarpe situé au sein de l'UFR de Droit.

A travers ce projet, le Crous vise les enjeux suivants :

- remettre à niveau les équipements de cuisine vieillissants et énergivores,
- augmenter le nombre de places assises pour accompagner l'augmentation de la fréquentation,
- permettre l'utilisation de la salle à manger en tiers lieu par les étudiants à partir de 14h30.

Le plan de financement actuel est indiqué ci-dessous :

	Montants
Coût total	755 000 €
Financements acquis :	
Etat	-
Région	-
Département	-
Métropole	-
Autofinancement CROUS	255 000 €
Reste à financer	500 000 €

Nous sollicitons par la présente un redéploiement des crédits de 360 000 € initialement alloués par la Métropole au projet Quartz, sur les projets de vie étudiante :


- Terrasses de Pi, pour un montant de 120 000 €
- Escarpe, pour un montant de 200 000 €

En vous remerciant pour tout l'intérêt que vous portez à la vie des étudiants toulonnais, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations respectueuses.

Mireille BARRAL



Xavier LEROUX

Signé par : Xavier LEROUX
Date : 29/06/2023
Qualité : **Président** de Toulon

Xavier LEROUX



CROUS DE NICE-TOULON

26 Route de Turin

06300 NICE

Procédure d'expertise des opérations immobilières

Réhabilitation du restaurant de l'Escarpe

à Toulon

Table des matières

1. Contextes, objectifs et projet retenu	3
1.1. Contexte de l'opération.....	3
a) Contexte réglementaire	3
b) Stratégies locales	3
c) Stratégie du porteur de projet	4
1.2. Présentation générale de l'opération	5
a) Localisation de l'opération	5
b) Contexte urbanistique	7
c) Echéance de l'opération envisagée	7
1.3. Objectifs du projet.....	7
1.4. Données juridiques.....	7
2. Situation actuelle.....	7
3. Présentation des différents scénarii étudiés.....	8
3.1. Les scénarii étudiés	8
3.2. Le scénario privilégié	8
a) Présentation du projet et argumentaire	8
b) Dimensionnement du projet	11
3.3. Procédures, risques, données financières, conduite du scénario privilégié	11
3.4. Coûts et Soutenabilité du projet	11
a) Coûts du projet.....	11
b) Déclaration de soutenabilité	11
3.5. Organisation de la conduite de projet.....	11

1. Contextes, objectifs et projet retenu

Ce dossier d'expertise porte sur la réhabilitation du restaurant de l'Escarpe à Toulon dont la maîtrise d'ouvrage des travaux est portée par le Crous de Nice Toulon.

L'opération porte sur l'extension – réhabilitation du restaurant universitaire multi services l'ESCARPE – situé dans le bâtiment de l'UFR droit Porte d'Italie emportant également création d'un espace de vie étudiante. Le périmètre comprend les locaux de cuisine, l'espace de distribution et la salle à manger.

1.1. Contexte de l'opération

a) Contexte réglementaire

Le présent document constitue le dossier d'expertise relatif au projet dénommé « réhabilitation du restaurant l'Escarpe à Toulon ».

Ce dossier est constitué conformément à la procédure d'examen définie à la procédure d'expertise des opérations immobilières (circulaire du 16 juillet 2020 publiée au BO n°32 du 27 août 2020).

La procédure d'expertise décrite par la présente circulaire concerne toutes les opérations financées par des crédits du CPER.

Ce projet n'entre a priori pas dans le champ du dispositif de labellisation en raison de la nature de l'activité liée à la restauration qui n'est pas de l'immobilier majoritairement de bureau, d'enseignement ou de logement.

b) Stratégies locales

Contexte local notamment implantation des établissements d'enseignement supérieur :

L'Université de Toulon (UTLN) est un établissement pluridisciplinaire hors santé qui propose une centaine de formations.

Elle compte 15 laboratoires de recherche et neuf composantes : UFR Droit, UFR Lettres, Langues et Sciences Humaines, UFR Sciences Economiques et de Gestion, UFR Ingémédia, UFR Sciences et Techniques, UFR STAPS, IUT, IAE, Ecole d'ingénieurs Seatech.

En 2022-2023, 10 010 étudiants y étaient inscrits (hors CPGE), répartis sur les 4 sites de l'université : 6 303 étudiants à La Garde, 2 778 à Toulon, 399 à Draguignan et 530 à La Valette.

Le campus pluridisciplinaire historique se situe à La Garde alors que l'offre de formation sur la ville de Toulon tend à se développer.

Contexte local de l'offre de restauration à tarif social

Les deux départements du ressort du Crous, Alpes-Maritimes et Var sont caractérisés par une forte pression foncière ainsi que par une augmentation de la population étudiante de 10,8 % dans le Var et de 5,7% dans les Alpes Maritimes entre 2015/2016 et 2020/2021.

Historiquement, les étudiants venaient dans les RU pour accéder à un repas à tarif social composé d'une entrée, d'un plat et d'un dessert à 3,30€, prix commun pour tous les étudiants. Ils consommaient dans les cafétérias des produits plus diversifiés permettant au Crous de générer un chiffre d'affaires plus conséquent.

En termes de fréquentation, depuis 2020 et la mise en place du repas à 1€, au lieu de 3,30€, pour les étudiants boursiers et les étudiants en situation de précarité, les habitudes de consommation des étudiants ont évolué. Il est constaté :

- une hausse nette des fréquentations dans les RU (+28% entre 2019 et 2023),
- une hausse des consommations pour une formule de repas à 1€ dans les cafétérias (+151% entre 2019 et 2023) et une diminution très nette du chiffre d'affaires sur les produits diversifiés (-23% entre 2019 et 2023).

Concernant la ville de Toulon :

A Toulon, le restaurant l'Escarpe est le seul point de restauration de la ville. Il est situé à l'intérieur du bâtiment de l'UFR de droit.

Ce point de vente est insuffisant pour répondre aux seuls besoins des étudiants en droit et il ne permet pas non plus de répondre à la demande des étudiants du bâtiment Pi de la porte d'Italie.

c) Stratégie du porteur de projet

Le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Nice-Toulon est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, placé sous la tutelle du Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Le CROUS de Nice-Toulon gère et met en œuvre la politique définie par le conseil d'administration présidé par le Recteur délégué à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation de la région académique Provenances Alpes Côte d'Azur.

Le CROUS de Nice-Toulon est constitué de services administratifs centraux à Nice et des différentes unités de restauration et d'hébergement situées à Nice, Cannes, Sophia Antipolis, La Garde et Toulon.

Le parc immobilier du CROUS se compose de 19 résidences universitaires (11 à Nice, 2 à Sophia Antipolis, 2 à Cannes, 3 à La Garde et 1 à Toulon), soit 4 740 logements et 4992 lits. Une 2^e résidence sera livrée début janvier 2024 à Toulon pour 200 logements et 200 lits supplémentaires. Il compte également 22 structures de restauration (7 restaurants et 15 cafétérias universitaires) réparties dans les Alpes-Maritimes et le Var.

Son objectif est de donner à tous les étudiants les mêmes chances d'accès et de réussite dans l'enseignement supérieur en accompagnant leur vie quotidienne.

Ces dernières années, le CROUS Nice-Toulon a financé de nombreuses réhabilitations de ses restaurants.

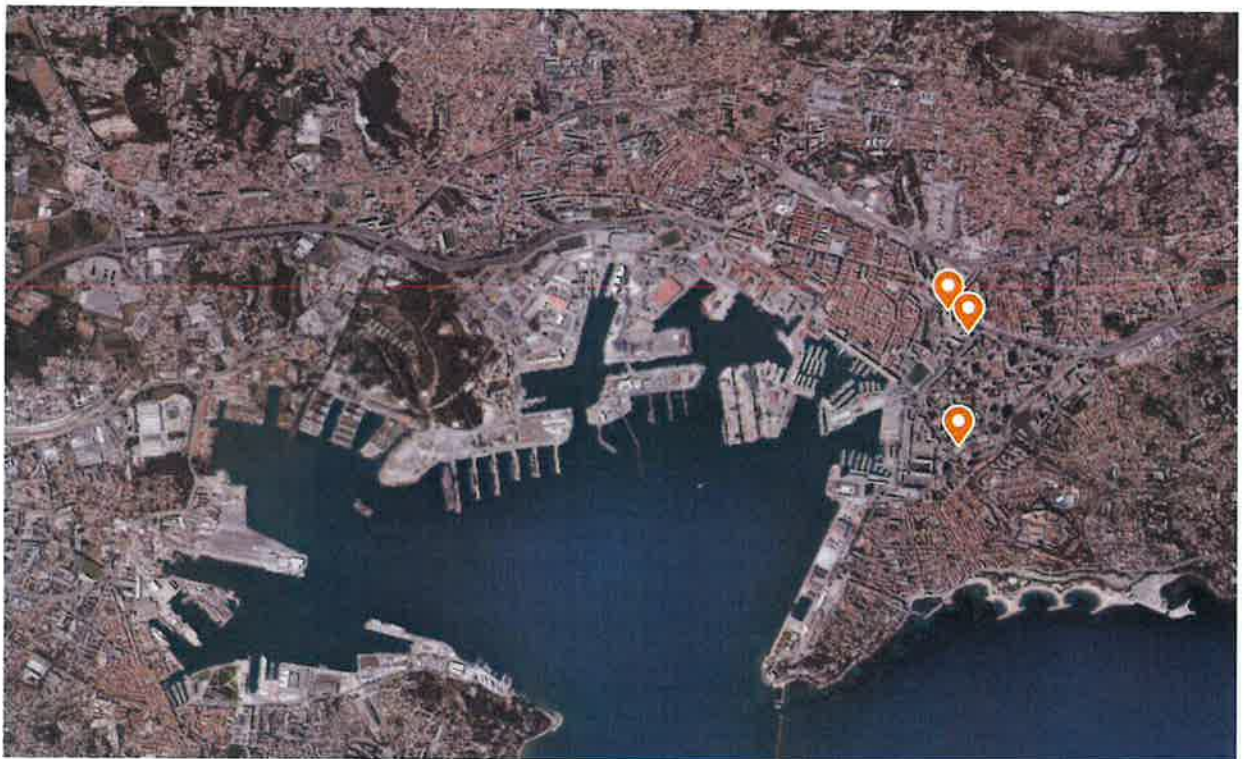
Le projet de l'Escarpe se situe dans la continuité de la politique de réhabilitation engagée sur les restaurants universitaires.

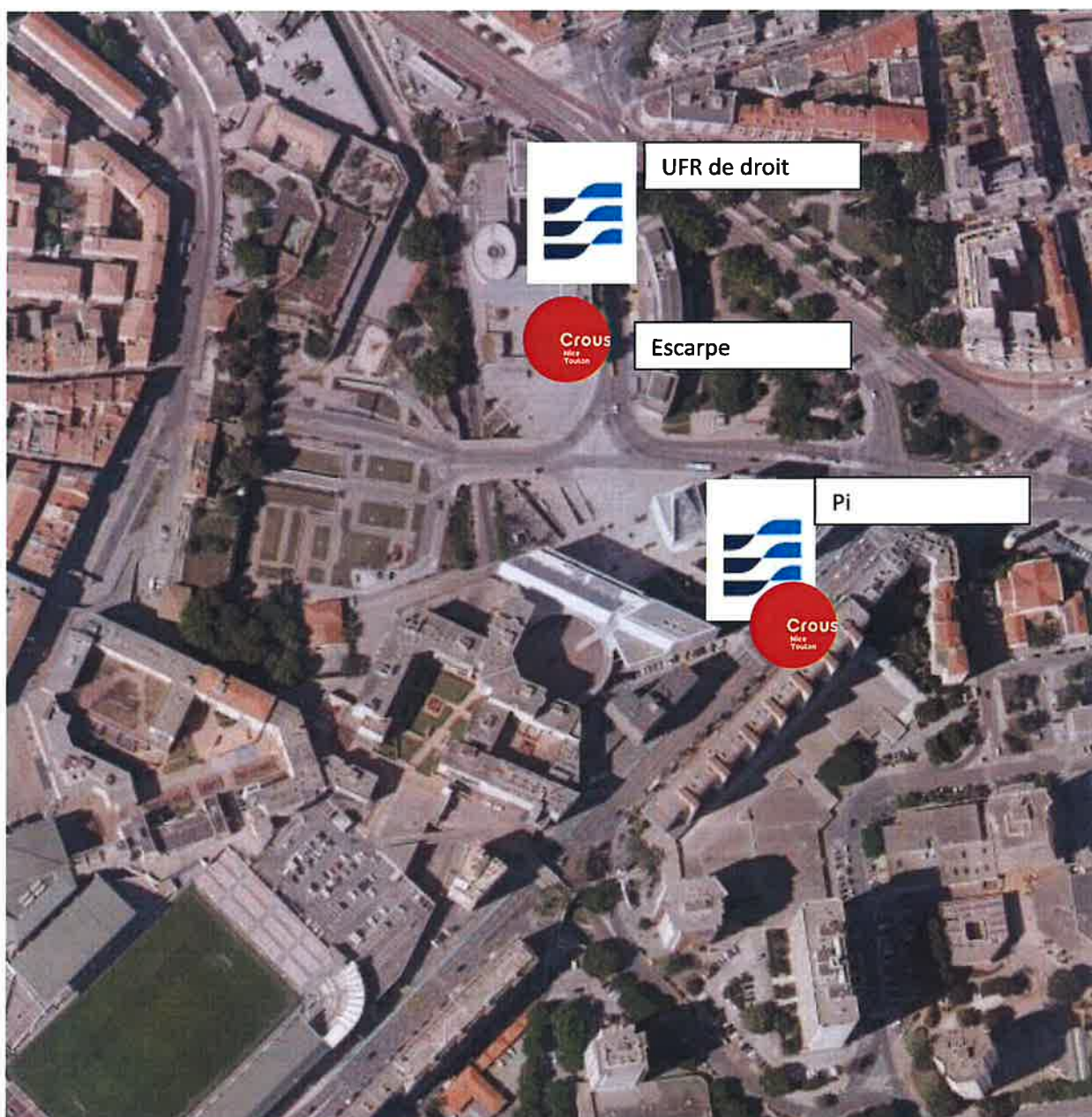
1.2. Présentation générale de l'opération

a) Localisation de l'opération

Le restaurant est situé dans le bâtiment de l'UFR de Droit.

Le Crous dispose d'une affectation des locaux par l'Etat.





b) Contexte urbanistique

S'agissant d'une réhabilitation interne, le projet a fait l'objet d'une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) en cours d'instruction.

c) Echéance de l'opération envisagée

La livraison est prévue pour fin août 2024. Les travaux seront réalisés pendant la période de fermeture estivale.

1.3. Objectifs du projet

Le projet devra permettre de d'offrir un meilleur service aux étudiants et d'améliorer :

- La zone de production,
- La capacité de la salle de restauration afin de réduire les files d'attentes et d'offrir plus de places assises,
- La polyvalence de la salle de restauration en l'ouvrant à d'autres usages l'après-midi.

Plus précisément les enjeux sont :

1. Augmenter la capacité d'accueil du restaurant en gagnant de la place dans la cuisine ou les pièces annexes, dans la limite de ce qui est techniquement possible et en restant dans des coûts « raisonnables »,
2. Optimiser les locaux (ergonomie : espace de travail / circulation/ marche en avant...), et les équipements selon les besoins. :
 - Extension des zones de stockages froid et sec,
 - Création d'un local poubelle réfrigérée,
 - Remplacement d'équipements de production anciens, énergivores et sujets à des pannes,
 - Amélioration de la zone préparation froide.

1.4. Données juridiques

L'opération est portée par le Crous de Nice Toulon en maîtrise d'ouvrage directe avec l'assistance d'un maître d'œuvre.

2. Situation actuelle

Le restaurant est composé d'une partie dédiée à la restauration traditionnelle et d'une autre proposant une offre de type cafétéria (sandwichs, salades etc).

Il se décompose en :

- Des locaux de cuisine (locaux du personnel et administratif, réserves, production)
- surface indicative : 240,03 m²
- la laverie vaisselle de 27,72 m² déportée dans la salle à manger
- Un espace de distribution (self-service) réaménagé en 2014 d'une surface indicative de 93,56 m²
- Une salle à manger, réaménagée en 2014, avec une capacité d'accueil de 104 places assises d'une surface indicative de 177,80 m²
- Un espace lounge de 17 places assises.

- Un espace cafétéria, créé en 2015 en extension sur la terrasse du restaurant, avec un comptoir de vente et une capacité d'accueil de 61 places assises d'une surface indicative de 110m².

Le nombre total de places assises existantes est de 182.

3. Présentation des différents scénarii étudiés

3.1. Les scénarii étudiés

Les espaces étant contraints, une étude de faisabilité a été lancée afin de déterminer les aménagements qui pourraient être réalisés pour réhabiliter le restaurant et en accroître le nombre de places.

Un marché de maîtrise d'œuvre a produit un projet, objet du futur marché de travaux.

3.2. Le scénario privilégié

a) Présentation du projet et argumentaire

A travers ce projet, le Crous vise les enjeux suivants :

- Remettre à niveau les équipements de cuisine vieillissants et énergivores,
 - * Dans les zones légumerie, décartonnage, réserve sèche : conservation du mobilier existant.
 - * Dans la zone préparation froide : conservation du mobilier inox et remplacement de la table armoire réfrigérée et de la réfrigération du local.
 - * Dans la zone stockage froid : remplacement des chambres froides positive et surgelée et création d'un sas réfrigéré.
 - * Dans la zone cuisson : réutilisation d'une partie des équipements existants, remplacement de la table du chef et du poste de lavage. Implantation de deux nouvelles sauteuses gaz, d'un piano deux feux et de deux friteuses.
 - * Dans la zone plonge : conservation de l'existant et création d'un lave batterie.
 - * Dans la zone distribution : réutilisation d'une partie des équipements existants avec création de deux bains marie (4 bacs et 6 bacs), et d'une vitrine réfrigérée pour la présentation des entrées froides. Adaptation des éléments de caisses existants.
- Faciliter le respect des normes HACCP en améliorant les circuits de marche en avant :
 - * Création du local déchets containers,
 - * Création d'un lave batterie dans la zone plonge afin d'optimiser l'hygiène en évitant la traversée de la zone restaurant pour atteindre la zone « Laverie ».
 - * Création d'un SAS entre les chambres froides positives et négatives pour la conservation de la chaîne du froid.

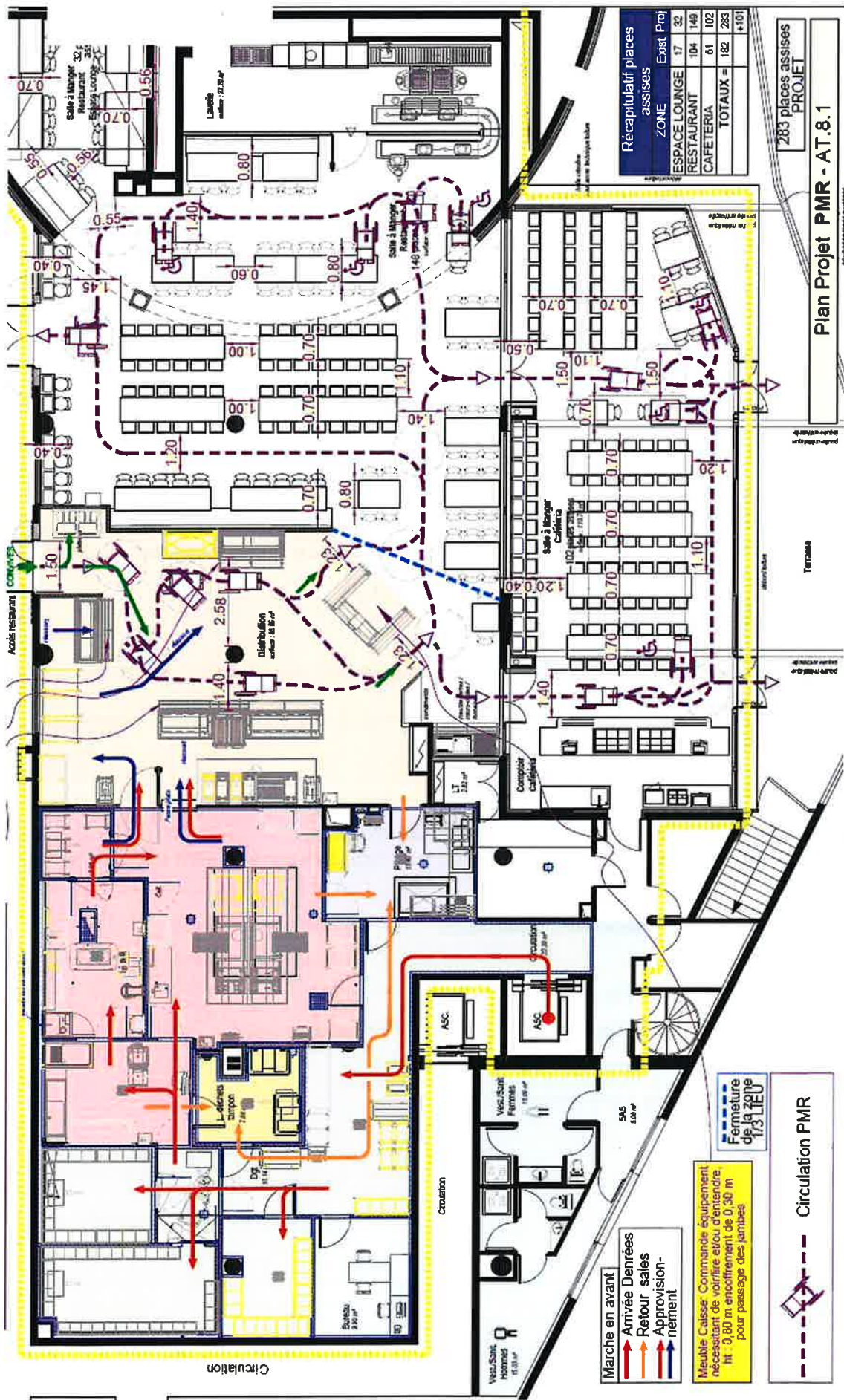
- Augmenter le nombre de places assises pour accompagner l'augmentation de la fréquentation,

- * Création de 45 places assises dans la salle de restaurant, de 15 places assises dans l'espace lounge et de 41 places assises dans la cafétéria par la suppression des mange debout, la densification, la disposition des tables et l'optimisation de leur dimensionnement.

- Permettre l'utilisation de la salle à manger en tiers lieu par les étudiants à partir de 14h30.

- * Sécurisation des espaces par la mise en place d'un volet roulant entre les zones distribution et tiers lieux.

- * Redéfinition des sorties de secours et systèmes de sécurités incendie avec renvoi sur le poste de sécurité incendie de l'université.



b) Dimensionnement du projet

• Services présents concernés par le projet :

Le bâtiment comporte un unique bureau dédié au responsable de site. Il n'y aura pas d'autres services administratifs.

3.3. Procédures, risques, données financières, conduite du scénario privilégié

Il s'agit de travaux de réhabilitation réalisés en type loi MOP. Un maître d'œuvre a déjà été désigné et le marché travaux va être lancé en parallèle de l'instruction du présent dossier d'expertise afin de pouvoir les réaliser pendant la période de fermeture estivale.

3.4. Coûts et Soutenabilité du projet

a) Coûts du projet

Le projet est évalué à 755 000 euros.

Ce projet a pu recueillir des financements de la Région et de la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre du CPER pour un montant de 500 000 €. Une demande de financement a été faite au Crous à hauteur de 200 000 €. Le Crous financera sur fond propre le montant restant.

b) Déclaration de soutenabilité

Une prévision d'augmentation du chiffre d'affaires de 50 000 euros annuel est envisagée après les travaux.

En effet, la progression du nombre de places assises (+101) devrait permettre à davantage d'étudiants de se restaurer au sein de l'Escarpe.

3.5. Organisation de la conduite de projet

Le projet bénéficie de l'accompagnement d'un maître d'œuvre.

Il est suivi par le chef du service projets et travaux du Crous et par un agent dédié au sein du service de la commande publique.

3.6. Planning prévisionnel de l'opération

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Date de début des travaux : à partir du 2^{ème} trimestre 2024
- Date achèvement des travaux : août 2024
- Date d'ouverture : septembre 2024